

La Normandie franchit un cap dans le soutien à son industrie de défense. La région, à l'initiative de son président Hervé Morin, vient de lancer Normandie Défense, un fonds d'investissement de 5 millions d'euros destiné à renforcer les PME locales du secteur. Une première en France : selon la Direction générale de l'armement (DGA), il s'agit à ce jour du premier véhicule d'investissement régional opérationnel dans ce domaine.

Des PME trop petites pour les grands fonds, trop stratégiques pour être ignorées

Derrière l'initiative, un constat simple : les sous-traitants de rang 2 et 3 qui composent le tissu industriel normand manquent cruellement de financements pour suivre l'accélération des cadences imposée par un contexte géopolitique sous tension. Trop modestes pour séduire les fonds nationaux — dont les tickets d'entrée débutent généralement à un million d'euros —, ces entreprises se retrouvent dans un angle mort du financement. Normandie Défense entend précisément combler ce vide, avec des interventions à partir de 150 000 euros.

Le fonds ciblera entre 10 et 15 participations, exclusivement minoritaires, sous forme d'actions ou d'obligations. Seules les sociétés réalisant au minimum 10 % de leur chiffre d'affaires dans la défense seront éligibles.

Un tour de table 100 % normand

Le capital initial de 5 millions d'euros a été réuni auprès de partenaires régionaux : Normandie Participations, Groupama Centre Manche, Normandie Capital et le Crédit Agricole Normandie Seine. La gestion opérationnelle est confiée à Normandie Participations, bras financier de la région, qui pilotera le fonds avec une logique de co-investissement systématiquement privilégiée.

La présidence du conseil d'administration a été confiée à Alain Dulac, PDG de FACTEM, figure reconnue de l'industrie de défense normande.

La Normandie n'est pas une région anodine dans ce paysage : elle abrite plus de 100 entreprises actives dans la défense et quelque 12 000 emplois liés au secteur, représentant entre 2,5 % et 5 % des sites de défense recensés sur le territoire national. Des chiffres qui donnent à Normandie Défense une portée qui dépasse largement les frontières régionales.

Les premières opérations sont attendues dès 2026.